



**HAL**  
open science

## Bulgarie et Roumanie

Edith Lhomel

► **To cite this version:**

| Edith Lhomel. Bulgarie et Roumanie. Les Études du CERI, 2014, 209, pp.33-39. hal-04289928

**HAL Id: hal-04289928**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04289928>**

Submitted on 29 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Bulgarie et Roumanie** *par Edith Lhomel*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, soit sept ans après leur intégration dans l'Union européenne, la Bulgarie et la Roumanie ne devraient normalement plus être soumises à la surveillance de la Commission européenne. Exercée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 sur un rythme bi-annuel dans le cadre d'un « mécanisme de coopération et de vérification », celle-ci a surtout porté sur la réforme de la justice, la lutte contre la corruption et la consolidation de l'Etat de droit. Mais cette surveillance vaut en définitive encore partiellement au moins pour la Bulgarie, dont l'évolution économique demeure toujours en partie otage de la situation politique et de la fragilité des institutions. Les années 2013-2014 n'en sont pas moins celles d'un regain de croissance, qui bien que nettement plus timide en Bulgarie qu'en Roumanie, devrait pouvoir se confirmer, avec la montée en charge des fonds structurels européens (2014-2020) sur le front extérieur, et, hypothèse plus aléatoire, une reprise de la demande sur le front intérieur.

### **Les deux pays ont des problématiques communes mais des évolutions spécifiques**

La « communauté de sorts » qui unit la Roumanie et la Bulgarie ne vaut que pour quelques aspects de leur évolution récente.

En premier lieu, les deux pays sont encore parfois considérés comme toujours en transition au regard de certaines réformes structurelles restées à mi-chemin, notamment en matière de privatisations. Tel est du moins le discours tenu par les grandes institutions financières internationales pour les inciter à parachever « leur acheminement vers l'économie de marché ».

En deuxième lieu, leur intégration à l'UE, jugée par certains observateurs comme une erreur compte tenu de leur niveau de développement nettement en-deçà de la moyenne de l'UE-28, est encore aujourd'hui diversement appréciée : les deux pays figurent dans le peloton de queue pour la quasi-totalité des indicateurs sociaux tandis que la pauvreté et l'exclusion sociale touchent, respectivement, entre 40 et 48 % de leur population. De tels écarts avec la moyenne communautaire (24,8 %) incitent à certains rapprochements, notamment géographiques : la Grèce dont l'adhésion remonte à bien plus longtemps n'enregistrait-elle pas en 2013 un pourcentage de 35,7 % pour cet indicateur ?

En troisième lieu, le caractère récent des adhésions bulgare et roumaine doit être pris en compte quand on tente d'évaluer l'impact de la crise financière internationale de 2008-2009 sur l'évolution de leurs indicateurs macroéconomiques. Cette crise s'est abattue sur des économies qui venaient tout juste de commencer à bénéficier des retombées de l'intégration (en termes d'attractivité des investissements comme de commerce extérieur), à l'inverse des pays de la vague de 2004 (comme la Pologne ou la République tchèque) frappés, eux aussi, par la récession des pays occidentaux, mais dont la situation était moins vulnérable, au terme de quatre ans d'intégration. Le caractère extraverti des systèmes bancaires bulgare et roumain les a d'autant plus fragilisés.

Enfin, et sans être, loin s'en faut, spécifique aux deux pays, le déficit de confiance à l'égard des élites dirigeantes a débouché, ces deux dernières années, sur une instabilité politique assortie de manifestations de mécontentement et d'actes de désespoir répétés, particulièrement en Bulgarie.

En revanche, la différence entre les deux pays, à commencer par leur taille et leur dotation en ressources énergétiques, se révèle plus prégnante encore à l'amorce de ce que certains s'accordent à qualifier de reprise économique, à tout le moins de sortie de récession. Dans le cas de la Bulgarie, l'effet « taille » agit dans les deux sens : une amélioration de la demande extérieure peut de façon significative et rapide se répercuter positivement sur la balance du commerce extérieur ; à l'inverse, des difficultés en matière d'approvisionnement énergétique ou la mise en défaut d'une institution

bancaire fragiliseront d'un coup la situation économique. Quel que soit par ailleurs son degré d'instabilité politique, le potentiel du marché intérieur de la Roumanie ne peut laisser indifférents investisseurs et entreprises occidentales. Implantés depuis de nombreuses années, leurs stratégies de repli partiel leur ont permis, au sursaut de croissance enregistré au second semestre de 2013, de réagir rapidement au frémissement de la demande extérieure, et ainsi de provoquer un effet boule de neige : la vitalité de la croissance économique des années 2013-2014 en témoigne.

Fortement dépendants de la situation régionale et continentale pour leurs échanges extérieurs, les deux pays le sont aussi devenus de façon croissante des fonds structurels dispensés dans le cadre de la Politique européenne de développement régional. Certes, leur taux d'absorption insuffisant demeure un sujet de préoccupations et de tensions récurrentes avec la Commission européenne. Néanmoins, ces financements sont devenus, au fil des sept dernières années, un levier décisif pour revigorer l'investissement public. Ils sont donc déterminants pour pérenniser la reprise qui s'amorce et permettre à la Roumanie et à la Bulgarie, dotées d'un tissu industriel en piteux état dans bien des branches, d'envisager des modernisations porteuses d'opportunités d'emplois. Cela vaut également pour le secteur de la construction. Car si l'émigration constitue une source désormais structurelle de revenus, tant pour la balance des paiements courants que pour de larges franges de la population, surtout rurale, la pression des jeunes sur le marché du travail est dramatique, d'autant que s'y ajoute, dans le cas bulgare, un phénomène de vieillissement démographique préoccupant.

### **En Bulgarie, le retour timide de la croissance malgré une instabilité politique chronique**

Après une croissance économique quasi aussi anémique en 2013 qu'en 2012, un léger frémissement du côté de la demande intérieure, encouragé par les mesures fiscales du gouvernement de Plamen Oresharski (29 mai 2013-6 août 2014) permettrait à la Bulgarie de frôler une croissance de deux points en 2014. Aux affaires durant plus d'un an, ce gouvernement (étiqueté à gauche) a tenté de se montrer un peu plus « proactif » que son prédécesseur, celui de Boris Borissov, en ne rechignant pas à procéder à une hausse des dépenses publiques pour soutenir les revenus les plus bas. Le salaire minimum a été majoré de 10 % au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et les retraites ont été indexées sur les gains de productivité et l'inflation. La moitié des retraités bulgare touchent en effet une pension misérable de quelque 300 levs (150 euros) et le salaire moyen y est le plus bas de l'ensemble des Etats membres, 900 levs (425 euros), tout comme le coût horaire moyen du travail (3,70 euros).

Cette politique d'incitation fiscale a été financée grâce à une meilleure collecte de l'impôt qui reste néanmoins très insatisfaisante, le gouvernement se refusant à en majorer l'assiette.

L'autre objectif du gouvernement – relancer l'investissement public – a été assorti d'une volonté de diversifier davantage, et de mieux valoriser, l'utilisation des fonds structurels budgétés pour 2014-2020 (soit 7 milliards d'euros), l'accent ayant été surtout mis jusque-là sur les transports et les infrastructures. Une première mesure en ce sens est intervenue au début de 2014 : l'augmentation de 20 % des enveloppes financières allouées par le budget national aux municipalités avec une priorité aux régions les plus touchées par le chômage. Cela étant, cette mesure ne peut porter ses fruits que s'il existe, au niveau local, une capacité suffisante de montage de projets.

Sur le front de l'investissement privé, la volonté d'encourager les PME par l'octroi d'aides ciblées, en premier lieu à destination de celles qui travaillent pour l'exportation, n'a eu qu'à peine le temps de se traduire dans les faits, compte tenu des discordes au sein de la coalition gouvernementale (formée par le Parti socialiste bulgare, PSB, et le Mouvement des droits et libertés, MDL) et du boycott de l'opposition conduite par Boris Borissov, le dirigeant du GERB (Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie). Les Bulgares ont à nouveau été appelés aux urnes le 5 octobre 2014, de façon anticipée comme en mai 2013, à cause du revers essuyé par les deux formations de la coalition

gouvernementale aux élections européennes (mai 2014) à l'occasion desquelles seul un tiers des électeurs bulgares s'est déplacé. La victoire du GERB, arrivé en première position au Parlement européen avec six sièges sur dix-sept, a provoqué le départ du MDL de la coalition, et donc la chute du gouvernement. Ce nouvel épisode d'instabilité a amené, en juin 2014, l'agence de notation Standard and Poor's à abaisser la note de la dette souveraine de Sofia à BBB, alors qu'elle se satisfaisait largement jusqu'alors de la bonne tenue des indicateurs budgétaires et financiers de la Bulgarie astreinte depuis 1997 à la discipline du *currency board*.

Dans l'intermède, le gouvernement intérimaire de Gueorgui Bliznachki (6 août-5 octobre 2014), dissident du PSB et proche des manifestants de l'été 2013, n'a rien pu faire d'autre que gérer les affaires courantes. A nouveau vainqueur des élections d'octobre, Boris Borissov, qui ne disposait pas d'une majorité suffisante, a entamé de longs conciliabules, prolongeant d'autant le manque de pilotage économique d'un pays miné par un phénomène récurrent de décomposition/recomposition de l'échiquier politique devenu la proie des intérêts financiers corporatistes et des règlements de compte politico-mafieux. Jamais depuis 1990, le Parlement bulgare n'a été aussi morcelé (sept partis et une coalition réunissant cinq formations se répartissent les 240 sièges) et le taux de participation à un scrutin législatif aussi faible (45 %).

Sur la base du programme en dix-huit points du GERB, certains sujets ont été âprement débattus, comme le développement de l'option du nucléaire (construction de la centrale de Belene et maintien de l'exploitation des unités 5 et 6 de celle de Kozlodouï), l'implication dans le projet du gazoduc South Stream – que Vladimir Poutine, au demeurant, a déclaré abandonner début décembre –, la réforme du Parquet, le maintien des sanctions contre la Russie décidée par l'Union européenne, la politique sociale et fiscale, ou encore les instruments de lutte contre la corruption et le crime organisé.

Le 7 novembre enfin, une alliance gouvernementale minoritaire (118 voix sur 240) composée du GERB, du Bloc réformiste (droite) et de l'Alternative pour la renaissance bulgare (ABV, centre gauche) a été constituée avec, pour objectif *a minima*, de « tenir » jusqu'aux élections locales prévues en juin 2015, le pays ne pouvant se permettre la tenue de nouvelles élections auparavant.

Ce climat délétère a été aggravé par une affaire qui a touché la Corporate Commercial Bank (CCB) (8,4 % des avoirs bancaires du pays) et la First Investment Bank, respectivement troisième et quatrième banques du pays. En ce qui concerne la CCB, réputée détenir 75 % des dépôts des compagnies nationales, elle a dû être placée en juin 2014 sous la supervision de la Banque nationale bulgare (BNB) à la suite du retrait soudain de près de 700 millions d'euros par plusieurs centaines de déposants alertés par l'annonce de la « disparition » de 1,7 milliard d'euros (soit 65 % du portefeuille de la banque). Ce mouvement de panique s'est déroulé sur fond de rivalités personnelles entre l'actionnaire majoritaire de l'établissement bancaire et son principal client. Un consortium chargé de l'audit a tenté de persuader l'Etat bulgare de s'impliquer dans le plan de sauvetage de la CCB. Pas moins de 4 milliards de levés sont nécessaires pour la recapitaliser et ses dysfonctionnements mettent en cause plusieurs hauts responsables politiques. L'affaire a éclaté au plus mauvais moment, la BNB ne disposant d'aucun instrument d'intervention direct (*currency board* oblige) et ne pouvant, face à un gouvernement intérimaire dépourvu de tout mandat de ce type, se porter caution sans l'aval du Parlement, alors dissous. Les déposants ne peuvent pour l'heure retirer leur épargne, pas même le montant garanti en cas de faillite conformément à la réglementation européenne (soit 100 000 euros), la banque n'ayant pas été déclarée insolvable.

Ce risque de banqueroute, ajouté à une baisse éventuelle des recettes fiscales et à une augmentation des dépenses en raison des rallonges accordées aux administrations, notamment pour éviter un effondrement du secteur public de la santé, ont convaincu le gouvernement intérimaire de Gueorgui Bliznachki de la nécessité d'élaborer un projet rectificatif de la loi de finances 2014. Celui-ci envisage une augmentation du déficit de 1,51 milliard de levés, ce qui le portera à 3,152 milliards soit l'équivalent de 4 % du PIB, contre 1,8 % prévus à l'origine. La barre fatidique des 3 %, à ne pas dépasser si l'on veut se placer dans la perspective de rejoindre « un jour » la zone euro, est donc franchie, ce qui pourrait aussi exposer la Bulgarie à une procédure d'infraction pour déficit excessif

de la part de la Commission européenne. Le 26 novembre, le nouveau Parlement a entériné le déficit autorisé, établi à 3,7 %, de même qu'une hausse de la dette publique de 4,5 milliards de leva (soit 2,3 milliards d'euros) ; le financement en sera assuré pour partie par les banques de crédit Unicredit, Société générale et HSBC, pour partie collecté sur le marché bulgare, ce qui porterait l'endettement public à 22,5 milliards de leva (11,5 milliards d'euros), soit 28,4 % du PIB bulgare.

Dans ce climat lourd d'incertitudes, l'activité de crédit est demeurée au point mort : l'épargne domestique a augmenté de 9 % en 2013, ce qui est révélateur du manque de confiance en l'avenir des ménages comme des entreprises.

Seule une reprise durable de la demande extérieure, dynamisant d'autant la hausse des exportations, en termes nominaux comme réels, pourrait venir conforter le regain de croissance constaté en 2014 (1,9 %). L'économie n'a que peu de ressort sur le plan interne et souffre plus que jamais d'un manque de visibilité en matière de gouvernance, à court comme à moyen terme. Fait rarissime, la Bulgarie a enregistré en 2013 une balance commerciale nettement excédentaire grâce à une augmentation de cinq points de la croissance d'exportations écoulées tant sur le marché intérieur européen que sur des marchés tiers, parallèlement à une baisse, plus sensible pour sa part, des importations. La déflation (*cf. infra*) s'est traduite par une dépréciation du taux de change réel. Cette position commerciale excédentaire a eu un impact, notamment, sur les échanges commerciaux avec l'Allemagne, principal partenaire de la Bulgarie.

Les mesures de rétorsion décidées par la Russie en réaction aux sanctions économiques de Bruxelles qui ont suivi l'intervention des forces russes en Ukraine ont peu touché Sofia : la livraison de produits agricoles – autrefois poste clé – au puissant voisin s'est au fil des vingt dernières années considérablement réduite.

Le pays connaît depuis 2011 un phénomène de déflation, les prix à la consommation n'ayant augmenté que de 0,4 % en 2013, tandis que les prix à la production ont même enregistré une légère contraction (particulièrement ceux des transports et des télécommunications). Le taux de chômage, déjà élevé et en hausse constante depuis 2010, a touché une frange supplémentaire de la population pour s'élever à 13 % de la population active.

L'accord de partenariat avec l'Union européenne concernant la programmation des fonds 2014-2020 a enfin été signé le 7 août 2014, et Bruxelles, après la formation du gouvernement minoritaire de Boris Borissov, a débloqué les 240 millions d'euros (166 au titre du Fonds de cohésion et 74 à celui du Fonds européen de développement régional) suspendus, voilà un an, en raison de soupçons sur l'attribution de marchés publics. Tomislav Dontchev, de retour à la tête du ministère gestionnaire des fonds européens – poste qu'il a occupé de 2009 à 2013 – et Meglena Kouneva, ancienne commissaire européenne, nommée vice-Premier ministre en charge des politiques européennes, ont la responsabilité de gérer des montants qui représenteraient 72 % de l'investissement public prévu pour 2015 et les années suivantes. Un premier programme opérationnel de 1,092 milliard d'euros (« Développement des ressources humaines » financé par le FSE) a été finalisé en novembre. Il vise à renforcer la qualification de quelque 100 000 personnes, à fournir un travail à 28 000 demandeurs d'emplois et une formation à 17 000 jeunes. Par ailleurs, 160 000 personnes devraient bénéficier de mesures d'apprentissage dans le cadre de ce financement. Autant de dispositions destinées à combattre une détresse sociale profonde.

### **En Roumanie, une reprise économique encourageante sur fond de renouvellement politique partiel**

Le redressement qui s'ébauchait dans les premiers mois de 2013 s'est confirmé au fil de l'année, et la Roumanie est en bonne place parmi les pays de la région qui sortent de la récession. La croissance économique n'atteindra sans doute pas en 2014 le même niveau (2,2 % contre 3,5 %), mais la tendance à une amélioration de la situation macroéconomique n'en est pas moins tangible, d'autant que les

résultats du premier semestre de 2014 (2,4 %) sont redevables cette fois autant, sinon plus, au rebond de la demande intérieure des ménages qu'au dynamisme des exportations. La très bonne récolte de céréales, qualifiée d'exceptionnelle, participe également de l'embellie de 2013. Le matériel de transport, les équipements électriques, les produits chimiques et bien sûr l'automobile figurent parmi les secteurs qui ont le plus bénéficié du regain de la demande. Ombre importante au tableau, l'investissement est en recul en 2013 comme en 2014. Ce recul est le reflet de la prudence redoublée des autorités qui tiennent à ne pas (trop) déroger aux engagements pris à l'égard d'un FMI qui conditionne son soutien, outre à la poursuite des privatisations (au menu de 2014, les entreprises Electrica et Hidroelectrică ainsi que les centrales énergétiques Oltenia et Hunedoara), à une stricte orthodoxie budgétaire et fiscale – comme l'atteste la réduction continue du déficit budgétaire. Il témoigne aussi du manque de dynamisme des opérateurs privés locaux bridés par la frilosité d'un système bancaire échaudé par le montant croissant de créances douteuses (20 % du total des crédits accordés). En prévision peut-être d'une année riche en élections (européennes en mai, présidentielles en novembre), une loi votée le 15 novembre 2013 avait décidé d'une augmentation en deux temps (1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> juillet) du salaire minimum brut garanti, qui le portait à 900 leus mensuels (198 euros).

Mais le recul de l'investissement témoignerait aussi, voire surtout, selon les experts du WIIW, d'une volonté gouvernementale de se concentrer sur l'achèvement de chantiers qui n'ont que trop traîné, à commencer par plusieurs projets autoroutiers (le tronçon Bucarest-Constantza étant enfin terminé, il s'agit maintenant de relier la capitale à la frontière occidentale) et des difficultés de l'appareil administratif à mieux gérer les fonds structurels dont les taux d'absorption et de consommation ont bien du mal à augmenter. Améliorer la collecte de l'impôt est comme en Bulgarie un leit-motiv constant, tandis que l'on parvient à contenir l'inflation en dépit de la tendance haussière et d'une augmentation de la taxe sur les carburants. La nette réduction du déficit de la balance des paiements courants est redevable, outre à un rééquilibrage de la balance commerciale, à une sensible augmentation de l'activité des services de transport. La Roumanie est devenue en quelques années l'un des pays les plus prisés par les grandes compagnies d'affréteurs et de transporteurs de marchandises, ce qui suscite les craintes de plusieurs fédérations européennes de transporteurs routiers de risques de *dumping*, compte tenu des rémunérations plus basses qui prévalent dans les entreprises roumaines (et bulgares) et des réglementations du travail généralement moins strictes que dans le reste du continent.

Le cadre juridique et réglementaire souffre toujours de lacunes importantes car les refontes substantielles (code civil, réforme territoriale, etc.) n'ont pas encore été finalisées. La situation politique qui, souvent, a pesé sur la cohérence de la gouvernance économique, est désormais tributaire, depuis l'élection à la présidence de la République, le 16 novembre 2014, de Klaus Iohannis (maire de Sibiu, la quinzième ville du pays, pendant quatre mandats successifs), de la manière dont se déroulera cette nouvelle formule de cohabitation au sommet de l'Etat : le gouvernement social-démocrate de Victor Ponta (en place depuis mai 2012) qui n'a pas fait progresser la lutte contre la corruption se dit déterminé à se maintenir en dépit de sa courte majorité parlementaire après le retrait annoncé pour le 13 décembre des députés de l'Union démocratique des Magyars de Roumanie. Le nouveau chef de l'Etat, candidat du Parti national-libéral, qui appartient au Forum démocratique des Allemands de Roumanie en sa qualité de membre de la minorité allemande, a connu une franche victoire électorale, attribuée notamment à la mobilisation de la diaspora et d'une bonne partie de la jeunesse. Deux jours après son triomphe, il a enjoint les députés à rejeter la loi sur l'amnistie qui permettait à de nombreux responsables politiques d'échapper à la justice, et à donner leur feu vert à toutes les demandes de poursuites formulées par le parquet anti-corruption. Le ton est ainsi donné.

La politique économique n'est pas, cela étant, un sujet de divergences importantes, toutes les forces politiques s'accordant en principe sur l'essentiel : assurer une meilleure collecte de l'impôt, œuvrer à renforcer l'indépendance énergétique du pays moyennant une recherche accrue de nouvelles ressources – notamment de gaz en mer Noire – et de nouveaux projets d'extraction auxquels le géant OMV Petrom consacra 1 milliard d'euros dans les trois prochaines années, et moderniser l'agriculture.

L'adoption d'un projet de loi en décembre 2013 libéralisant la vente de terres agricoles et l'ouvrant aux citoyens européens conformément aux engagements pris lors des négociations d'adhésion avec l'UE donnera un élan supplémentaire à cette modalité de cession des terres ; entre 700 000 et 800 000 hectares sont déjà passés sous le contrôle d'investisseurs étrangers associés à un partenaire local. L'Etat, les copropriétaires et locataires des terres, les voisins ainsi que les agriculteurs âgés de moins de 40 ans qui résident dans la localité où des terres sont proposées à la vente, auront un droit de préemption. Deux restrictions importantes – les parcelles vendues à des étrangers doivent mesurer plus de 100 hectares et les cessionnaires faire la preuve de leur expérience agricole – n'ont finalement pas été retenues. Malgré une augmentation sensible du prix moyen des terres agricoles (+ 60 % en deux ans, soit 3 100 euros l'hectare), celui-ci reste de deux à huit fois inférieur aux montants pratiqués dans les autres Etats membres.

Le secteur de l'industrie automobile est caractérisé par la présence de plusieurs groupes internationaux : Dacia (Renault), Ford, Daimler. L'année 2013 a été celle d'un boum de production et de vente, surtout à destination du marché local d'un modèle bon marché produit par les usines Dacia-Renault.

L'investissement direct étranger a connu une franche augmentation en 2013, ce qui conditionne un autre indicateur encourageant de reprise, même si 53 % des Roumains pensaient en juin 2014 que leur pays allait dans « la mauvaise direction ». L'issue des élections, qui a donné le sentiment d'avoir fait bouger les lignes et d'avoir introduit dans un paysage politique encore très prisonnier du passé un élément de nouveauté, est-elle en mesure de restaurer une certaine confiance ? Le vainqueur de la présidentielle n'est pourtant pas à proprement parler un *outsider* mais sa gestion, sa rigueur ont fait leurs preuves selon de nombreux témoignages.

Bucarest a peu à craindre de l'impact des mesures de rétorsion russes sur son économie compte tenu de son absence de dépendance énergétique à l'égard de Moscou ; la part de la Russie dans le commerce extérieur roumain est faible : 2,8 % pour les exportations, 4,3 % pour les importations dont 90 % sont des minerais. Soucieuse par ailleurs du devenir de sa voisine moldave dont elle soutient la politique de rapprochement d'avec l'Union européenne, la Roumanie s'est donc rangée sans difficultés aux côtés des Etats membres partisans de la fermeté à l'égard de Moscou, s'efforçant de tirer parti de sa position stratégique en tant qu'Etat riverain de la mer Noire pour se présenter comme une force de proposition.

Sans préjuger des évolutions de l'année 2015 qui, comme les précédentes, maintiendra la croissance économique dans une large mesure à la merci de la reprise européenne et internationale, les résultats 2013-2014 marquent sinon la fin, du moins une rupture encourageante avec la récession des exercices précédents.

## Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

### Bulgarie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	0,4	1,8	0,8	0,9	1,9
PIB par tête (en % de la moyenne UE-28, PPA)	45	47	47	47	47
Consommation des ménages	0,0	1,5	3,7	- 2,3	2,0
Formation brute de capital fixe	- 18,3	- 6,5	4,0	- 0,3	4,0
Prix à la consommation	3,0	3,4	2,4	0,4	-1
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	- 3,1	- 2,0	- 0,8	-1,5	-3,5
Dette publique (en % du PIB)	16,2	16,3	18,5	18,9	23
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	10,2	11,2	12,3	13	12
Exportations de marchandises	33,0	30,2	2,5	7,2	-0,3
Importations de marchandises	15,4	22,3	8,1	1,9	1,2
Balance commerciale (en millions d'euros)	- 2764	- 2156	- 3622	2430	- 3800
Balance courante (en % du PIB)	- 1,5	0,1	- 1,1	2,1	1,7
Dette extérieure brute (en % du PIB)	102,7	94,3	94,5	93,5	-

Sources : WIIW  
(p) : prévision

### Roumanie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	- 1,1	2,3	0,6	3,5	2,2
PIB par tête (% de la moyenne UE-28, PPA)	51	51	53	54	54
Consommation des ménages	- 0,3	1,6	1,1	1,4	3,0
Formation brute de capital fixe	- 1,8	7,7	3,8	- 3,3	- 2,0
Prix à la consommation	6,1	5,8	3,4	3,2	2,0
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	- 6,8	- 5,5	- 3	- 2,3	- 2,4
Dette publique (en % du PIB)	30,5	34,7	38	38,4	38
Taux de chômage (moyenne annuelle sur base enquêtes emploi)	7,3	7,4	7,0	7,3	7
Exportations de marchandises	28,3	21,3	-0,6	10,1	7
Importations de marchandises	24,9	17,3	- 0,5	1,2	7
Balance commerciale (en % du PIB)	- 7568	- 5397	- 7368	- 3426	- 3700
Balance courante (en % du PIB)	- 4,4	- 4,5	- 4,4	- 1,1	- 2,0
Dette extérieure brute (% du PIB)	74,4	75,1	75,8	67,5	-

Sources : WIIW  
(p) : prévision